

2 Politique

Sommet international sur les migrations à Malte

Européens et Africains ensemble face au défi des migrants

Lin-Joël NDEMBET

La Valette/Malte

Les discussions auxquelles ont pris part le président gabonais, Ali Bongo Ondimba, et plusieurs de ses pairs africains et européens, sous l'égide du Conseil européen, ont débouché sur des actions destinées à juguler ce phénomène, avec un financement de 1,8 milliards d'euros promis par la Commission européenne.

LES dirigeants africains et européens présents, hier, à La Valette (Malte), au Sommet sur les migrations, ont décidé d'agir ensemble pour relever le défi des migrations qui touchent l'Europe et l'Afrique, en s'accordant sur des actions prioritaires à mettre en place.

Ces actions ont été arrêtées pour éviter, à terme, que ne se reproduisent les drames humains auxquels on assiste depuis des mois, et bien affirmer la prise en compte réelle des enjeux qui se posent à eux. Car, réunis à l'initiative du Conseil européen pour mettre fin à ce drame, établir un plan d'action entre les pays d'origine, de transit et de destination des migrants, les dirigeants africains, dont Ali Bongo Ondimba, et européens, ont bien compris la nécessité d'aboutir à des solutions communes pour faire face à ce phénomène. Ils l'ont fait en tenant naturellement compte des propositions de l'Afrique, un continent sans lequel aucune solution pérenne ne pouvait être prise. Et en s'appuyant sur les discussions initiées dans le cadre du processus de Rabat qui rassemble 27 pays des régions d'Afrique centrale, de l'Ouest, et du Nord, et de celui de Khartoum, qui compte 9 pays de la région est-africaine. Cela, tout en liant les propositions et mesures prises au sein de



Le chef de l'Etat à son arrivée à l'Auberge de Castille pour la cérémonie d'ouverture du sommet.



Ali Bongo Ondimba entouré du Premier ministre maltais, Joseph Muscat (g) et du président du Conseil européen, Donald Tusk.



La photo de famille au terme de la cérémonie d'ouverture du sommet.

l'Union européenne. Dans cette presqu'île maltaise où une minute de silence a été observée pour les disparus des traversées de ces derniers mois, le sommet, ponctué par plusieurs interventions de chefs d'Etat et de gouvernement, a bien compris que les problèmes de migrations ne pouvaient être uniquement réglés que par des approches sécuritaires. Mais que des stratégies tenant compte des causes profondes (conflits armés, crises politiques, pauvreté, etc.) étaient nécessaires. Les Africains en arrivant à Malte ont eu raison de plaider pour une approche globale et concertée par rapport au problème auquel

leur continent est confronté. En appelant à agir ensemble, les priorités énoncées au cours de leurs assises tournent autour de l'investissement en Afrique. Il est question d'offrir effectivement des emplois aux jeunes qui sont les plus vulnérables et constituent la grande majorité des migrants qui quittent leurs pays en quête de mieux-être, fuient les zones de conflits. Il s'agit, comme l'ont indiqué plusieurs orateurs, de donner des raisons d'espérer, d'investir pour cette frange importante de la population africaine. Soutenir l'agriculture dans les pays africains où l'on note, à l'exemple, du projet Graine au Gabon et des ini-

tiatives du genre dans d'autres pays, des politiques en la matière. Au regard, par ailleurs, des fortes communautés africaines installées sur le vieux continent, ceux-ci ont été invités à investir dans leurs pays d'origine. Sur ce point, de nombreux pays sont en avance et s'activent à partager cette perception avec d'autres pays. Il faut dire que sur la question des migrations, celle des restrictions de visas a toujours constitué une pierre d'achoppement entre États africains et européens. Un facteur favorisant l'immigration clandestine tant décriée. A Malte, il a été admis la nécessité d'ouvrir davantage les voies d'accès légales et faciles vers l'Eu-

rope. Si aujourd'hui seuls les étudiants, les chercheurs, les artistes et quelques rares hommes d'affaires bénéficient de ces facilités, il n'en est rien pour le plus grand nombre.

NOUVELLE APPROCHE • Par delà cette nouvelle approche, l'urgence d'apporter assistance aux pays africains qui accueillent sur leurs sols déjà des migrants, est apparue comme une nécessité. Car, si jusque-là de nombreux pays africains dont le Gabon, ont accepté de voir doubler ou tripler le nombre des étrangers chez eux, les préconisations du processus de Rabat et de Khartoum ont régulièrement mis en évidence ce be-

soin sans que l'on ne parvienne réellement à des avancées significatives. Or, nul n'ignore, comme l'a d'ailleurs souligné, Ali Bongo Ondimba, « que chaque pays à ses immigrants et émigrés ». Et d'où qu'elles viennent, les migrations doivent être traitées avec la même attention. Il y a manifestement une exigence de vérité et de responsabilité a dit le président gabonais. L'engagement annoncé par l'Union européenne (UE) à aider ces différents pays s'inscrit bien dans cette logique. D'autre part, la mise en place d'un cadre légal et d'accompagnement dans leurs pays a été aussi envisagée. Et pour bien marquer cet engagement à se mobiliser ensemble, aider les pays africains à lutter contre l'expansion de ce fléau, des annonces financières importantes ont été faites. La Commission européenne a décidé de financer à hauteur de 1,8 milliard d'Euros « un fonds fiduciaire » pour des projets de développement. Ce fonds, de l'avis des dirigeants africains, doit avoir des conditions d'accès claires devant permettre une meilleure gestion des bénéficiaires. Reste maintenant à savoir si ces différents aspects réussiront, dans l'immédiat, à juguler ce phénomène.

Ali Bongo appelle à agir ensemble

L-J N

La Valette/Malte

LE chef de l'Etat gabonais a appelé Africains et Européens à agir ensemble face à la migration pour des actions concrètes, hier au sommet de la Valette à Malte.

Cet appel lancé par le chef de l'Etat gabonais, qui intervenait par ailleurs, en sa qualité de président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), participe de la communauté de destin qui lie l'Europe à l'Afrique. Es-

timant que face à ce problème, les deux parties du globe ne doivent pas laisser « les migrations devenir un fardeau de l'humanité ». Cette situation qu'il a qualifiée d'intolérable, interpelle « notre conscience collective, avec une exigence de vérité et de responsabilité commune », et l'a amené à proposer quelle que soit l'origine des migrations, qu'elles soient traitées avec la même attention, qu'elles soient structurelles ou conjoncturelles. Pour Ali Bongo Ondimba, sur le plan politique, les solutions doivent résolument s'inscrire dans la construction d'un partenariat stratégique

pour apporter des réponses durables aux problèmes des migrations. Au plan économique, il reste convaincu que l'Afrique a un besoin profond de transformation de son économie afin de maintenir sur son sol sa main d'œuvre, et principalement sa jeunesse en quête d'emploi. Le chef de l'Etat a insisté, à nouveau, sur le fait que le continent ne doit plus être uniquement considéré comme un pourvoyeur de matières premières et de main d'œuvre qualifiée. Plaidant pour une industrialisation de nos pays comme étant la principale réponse pour davantage

d'emplois, donc de croissance et de richesses à même de satisfaire les besoins de nos populations. Pour le président en exercice de la CEEAC, il est aussi urgent d'œuvrer pour une meilleure prévention des conflits sur le continent africain, et, plus que jamais consacrer les moyens adéquats à lutter contre le terrorisme. C'est ainsi qu'il a lancé un appel à lutter contre l'avancée du groupe Boko Haram qui, après l'Ouest, étend son champ d'action en Afrique Centrale semant désolation et tuant sans distinction. Pour le président Ali Bongo, « nous avons le de-

voir d'éviter que les problèmes sécuritaires prennent le pas sur le besoin de développement et de mieux-être de nos populations. Mais aussi que les problèmes environnementaux et particulièrement de dérèglement climatique, n'accroissent la vulnérabilité de notre continent et accroissent les problèmes migratoires. » C'est dans cet ordre d'idées, que le chef de l'Etat gabonais s'est, entre autres, réjoui des initiatives débattues la veille dans la capitale française en prélude à la tenue prochaine de la COP 21, en faveur de l'électrification de l'Afrique. Il s'est félicité du

plan d'action qui accorde une attention particulière à l'ensemble des thématiques, en insistant sur l'importance d'agir pour des actions concrètes. Au sujet des problèmes migratoires, Ali Bongo a salué l'initiative du Fonds spécial pour lutter contre les causes profondes de ce fléau non sans interpeller sur le fait que les ambitions affichées doivent être à la hauteur des attentes et des défis à relever. Soulignons par ailleurs qu'en marge du Sommet, le président Ali Bongo Ondimba s'est entretenu avec son homologue sénégalais Macky Sall (nous y reviendrons).